Jugement N°0205/FD2/25 du 31/07/2025 NATI/2025/RP/01092 du Parquet

Ministère Public
Contre
NAMBONI Etienne
NOUENI Dieudonné
SAMBIENI Ambroise
SAHGUI Mathias
(MD: 21/07/2025)

NATURE DU DELIT Vol de motocyclette ;

DECISION:

Relaxe

PIECES D'EXECUTION
DELIVREES

DEBET



AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE DEUXIEME CLASSE DE NATITINGOU

AUDIENCE PUBLIQUE COMPARUTION IMEDIATE DU 31 JUILLET 2025

A l'audience publique du Tribunal de Première Instance de Deuxième Classe de céans à Natitingou en date du trente-un juillet deux milvingt-cinq tenue pour les affaires pénales de flagrants délits par Madame Melvina Rollande Bidossessi BINAZON, Juge-Président, en présence de Monsieur Sèmako Hervé HOUNSOU, Substitut du procureur de la République et de Maître Daouda ALASSANE, Greffier, a été rendu le jugement ci-après :

Entre le Procureur de la République, demandeur, suivant le procèsverbal d'interrogatoire de flagrant délit en date au Parquet du 21 juillet 2025 :

.....

ET LA VICTIME: KOUAGOU K. Djima;

D'une part ;

ET LES NOMMES :

NAMBONI Etienne: 31 ans, né vers 1999 à Nodi, de feu Tawaga NAMBONI et de N'ouéni NAWGA, Apprenti menuisier, domicilié à Matéri-centre, Célibataire sans enfant, Jamais condamné, Jamais militaire, jamais décoré, de nationalité Béninoise;

NOUENI Dieudonné: 41 ans, né le 1^{er} janvier 1984 à Matéri, de feu Touboudieni NOUENI et de Pinaki, Menuisier, domicilié à Matéricentre, Célibataire sans enfant, Jamais condamné, Jamais militaire, jamais décoré, de nationalité Béninoise ;

SAMBIENI Ambroise: 32 ans, né vers 1993 à Matéri, de feu Dominique SAMBIENI et de Piyomi MOMBETO, Artiste chanteur, domicilié à Matéri-centre, Célibataire sans enfant, Jamais condamné, Jamais militaire, jamais décoré, de nationalité Béninoise;

SAHGUI Mathias: 30 ans, né vers 1995 à Matéri, de Tchayinga KASSA et de Iribiéni TAWEMA, Cultivateur, domicilié à Matéri-centre, Célibataire sans enfant, Jamais condamné, Jamais militaire, jamais décoré, de nationalité Béninoise;

Poursuivis avec mandats de dépôt en date du 21 juillet 2025 ;

Prévenus de vol de motocyclette ;

Comparants à l'audience en personne ;

D'autre part ;

LE TRIBUNAL

- Vu les pièces du dossier ;
- Ouï les prévenus en leurs moyens et prétentions ;
- Ouï le ministère public en ses réquisitions ;

Les prévenus interpellés conformément aux prescriptions de l'article 404 du code de procédure pénale ont déclaré vouloir être jugés séance tenante ;

A l'appel de la cause, le Ministère Public a exposé qu'il a fait comparaître les prévenus susnommés par-devant le Tribunal, pour se défendre en raison de la prévention ci-dessus indiquée ;

Le Président a fait lecture des procès-verbaux dressés à la charge des prévenus et le greffier a tenu notes des réponses des prévenus ;

Le ministère public a requis la relaxe des prévenus ;

Les prévenus ont présenté leurs moyens de défense ;

Puis le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, a statué en ces termes :

Sur le vol

Attendu NAMBONI Etienne, NOUENI Dieudonné, SAMBIENI Ambroise, SAHGUI Mathias sont poursuivis pour vol de motocyclette au préjudice de KOUAGOU K. Djima ;

Attendu qu'au sens de l'article 626 du code pénal, quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol ;

Qu'il y a soustraction frauduleuse lorsque le propriétaire est dépourvu de son bien contre son gré ou à son insu ;

Attendu qu'en l'espèce, aucun élément du dossier ne permet de retenir, sans équivoque, que NAMBONI Etienne, NOUENI Dieudonné, SAMBIENI Ambroise, SAHGUI Mathias sont à l'origine de la disparition de la motocyclette de KOUAGOU K. Djima ;

Qu'il existe un doute quant à la culpabilité des prévenus ;

Que ce doute leur bénéficie et qu'il y a lieu en conséquence de le relaxer au bénéfice du doute ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière correctionnelle de flagrants délits et en premier ressort ;

EN LA FORME

Reçoit le Ministère Public en son action ;

AU FOND

Relaxe NAMBONI Etienne, NOUENI Dieudonné, SAMBIENI Ambroise, SAHGUI Mathias au bénéfice du doute ;

Délai d'appel : Quinze (15) jours ;

En foi de quoi, la minute du présent jugement a été signée par le Président et le Greffier d'audience les jour, mois et an que dessus.

Ont signé,

LE GREFFIER,

LE PRESIDENT,

Daouda ALASSANE

Rollande Melvina B. BINAZON